



UN PLAN CHOC POUR 1989

Le président Ortega a annoncé devant le parlement le déclenchement d'un "plan choc" pour redresser l'économie nicaraguayenne.

CONCERTATION ET PRODUCTION : UNE ISSUE A LA CRISE

Un appel de Daniel Ortega à unir toutes les forces du pays autour d'un objectif: la production.

L'UNITE NATIONALE, LE GRAND DEFI DE LA REVOLUTION SANDINISTE

Dans une entrevue accordée à l'ANN, Victor Tirado, membre de la direction du FSLN, approfondit l'analyse politique de la situation.

LA CONCERTATION CONTINUE

La grande majorité des producteurs est d'accord pour faire la guerre à la crise. Cependant, une note discordante: les dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée ont d'autres intentions.

COMMISSION PERMANENTE DES DROITS DE L'HOMME: NI IMPARTIALE, NI INDEPENDANTE

Un rapport d'un organisme écossais étudie en détail cette commission dont les méthodes douteuses sont au service d'objectifs politiques très clairs.

DANIEL ORTEGA A CARACAS : NOUVELLES PROPOSITIONS POUR LA DETENTE

Une nouvelle proposition du Nicaragua pour en finir avec le spectre de la guerre.

PANAMA : LES FORCES ARMEES, UN MOTEUR POLITIQUE

Au Panama, les forces armées peuvent et doivent jouer leur rôle dans la conquête de l'indépendance nationale et le soutien au mouvement populaire.

EN BREF :

- El Salvador : la proposition de paix du FMLN aiguise les contradictions
- Les évêques méthodistes à Managua : une déclaration de paix et de solidarité

40 P 11481

UN PLAN CHOC POUR 1989

par Ricardo Pino Robles

Managua (ANN) S'appuyant sur une vaste consultation des divers secteurs socio-économiques, le gouvernement nicaraguayen déclenche une série de mesures de redressement économique, qualifiée de plan de choc, destinée à freiner le processus d'hyper-inflation que connaît le pays.

Daniel Ortega, au cours d'une séance extraordinaire du parlement, a annoncé la mise en application de ce plan, d'une impérieuse nécessité.

Le président a dressé le tableau de la crise dramatique qui affecte l'économie nationale, conséquence de l'agression des Etats-Unis depuis 1981. Il a évoqué la catastrophique chute des exportations liée à l'effondrement de la production, le taux élevé d'inflation, qui a atteint des sommets en 1988, et le fort déficit financier.

Le chiffre des exportations est passé de près de 500 millions de dollars en 1981 à 267 millions l'an dernier. L'inflation a dépassé 36'000 % de décembre 1987 à décembre 1988, elle était en décembre 1988 d'un taux mensuel de 126 %. Quant au déficit financier il s'est élevé cette année à 237 millions de dollars, l'équivalent de la valeur des exportations annuelles.

Afin de corriger les graves déséquilibres internes et externes, le gouvernement a décidé de réaliser un plan économique draconien, comptant sur l'appui des divers secteurs socio-économiques et en concertation avec les chefs d'entreprise, les producteurs et les travailleurs.

Ce programme économique prévoit des dévaluations régulières jusqu'à la mise à niveau du cours officiel du dollar et de son cours parallèle, une sévère restriction du crédit, un arrêt presque total des investissements, d'énormes coupes budgétaires, une baisse brutale de l'émission de monnaie pour financer le déficit fiscal, et l'augmentation des impôts directs et indirects.

Le 4 janvier dernier, le cordoba a été dévalué de 117 %, le 27 janvier de 15 %, ce qui faisait un change officiel à 2'300 cordobas pour un dollar, et un change parallèle à 4500 cordobas, le marché noir se maintenant à 5'000 cordobas.

A partir de ce lundi 30 janvier, le crédit bancaire ne sera accordé qu'aux chefs d'entreprise et aux producteurs qui peuvent en garantir le paiement, pour tous les autres le crédit est coupé.

Un minimum d'investissements sera maintenu cette année, en priorité pour mener à terme les projets qui sont presque achevés, et surtout afin de remettre en état le matériel de production et de services endommagé par

l'ouragan. La réduction du budget de l'Etat, évaluée à 43 %, correspond à une coupe de 40 % pour le ministère de l'intérieur, de 29 % pour la défense, de 19 % pour l'éducation. La santé est également touchée, ainsi que tous les services publics. L'émission de monnaie servant à financer le déficit fiscal passera de 52 % en 1987 à 4 % cette année. L'impôt pèsera sur des secteurs qui auparavant n'étaient pas touchés, comme les coopératives agricoles, et les impôts indirects augmenteront sur les produits qui ne sont pas de première nécessité (boissons, cigarettes etc).

Cet ensemble de mesures va se traduire par un chômage accru et une forte contraction de la demande, dans le but de diminuer la pression inflationniste, mais l'aide de l'Etat en matière de transports urbains (à Managua), de santé et d'aliments de base se maintiendra pour les salariés de la fonction publique, les plus touchés par les mesures économiques. Par ailleurs, la Centrale sandiniste des travailleurs a envoyé une brigade dans les régions où la main-d'oeuvre manque afin d'y étudier les possibilités de reclassement pour les travailleurs mis au chômage.

Le président Ortega estime que mieux vaut payer un certain coût social aujourd'hui que voir demain l'économie s'effondrer sous l'inflation. "Après l'échec de la politique guerrière de Reagan, maintenant on perd son emploi mais on ne perd plus la vie", a-t-il dit. Durant son allocution, il a prévenu les Nicaraguayens que si certains secteurs de la production et de la distribution ne se conforment pas au plan économique, la seule solution sera "une économie de guerre", telle qu'elle a été menée en Europe après la seconde guerre mondiale et jusqu'à la fin des années 40.

Selon les explications de D. Ortega, ce plan économique se heurte à deux limites d'importance: la première est le déficit financier, c'est-à-dire le grave manque de financement extérieur, et la seconde le manque de confiance des travailleurs envers les chefs d'entreprise et les producteurs.

Le gouvernement, face à cette situation va poursuivre ses efforts gigantesques pour augmenter les entrées de devises, et il demande aux chefs d'entreprise de "donner des gages de confiance et de crédibilité aux travailleurs, sans lesquels rien n'est possible".

CONCERTATION ET PRODUCTION : UNE ISSUE A LA CRISE

par Jorge Sampson

Managua, 30 janv. (ANN). Le gouvernement nicaraguayen, qualifié de "totalitaire et anti-démocratique" par ses ennemis, tend la main aux producteurs du pays pour qu'ils s'associent à ce qui s'annonce comme la grande bataille de la révolution : le redressement et le développement économiques.

Pour que les efforts du gouvernement se concrétisent, quelque chose manque, a signalé Daniel Ortega dans son discours devant l'Assemblée: c'est la confiance. "Les travailleurs depuis toujours se méfient des patrons", il appelle donc les parties concernées à chercher des solutions pour dépasser cette situation.

La révolution a tout fait pour favoriser la croissance de la production: 85 % des terres sont entrés dans les mains des producteurs privés, coopératives ou individus, et, demande D. Ortega "quel producteur affilié au COSEP pourrait prétendre s'être vu refuser un crédit à la Banque nationale ou une aide à la production, du fait de son appartenance à cette organisation d'opposition des producteurs privés ?"

Il est aujourd'hui vital d'accroître la production, et la solution la plus viable pour le pays est la concertation avec l'entreprise privée. Après avoir détaillé le plan économique pour 1989, le président Ortega, insistant sur cette nécessité d'être productif, a donné comme exemple le secteur agricole : "Il n'y aura plus d'expropriations de terres, et celles qui ne sont pas exploitées seront distribuées. La réforme agraire, ce n'est pas seulement répartir les terres, mais aussi les faire produire. Nous distribueront des terres, mais sans en prendre à ceux qui produisent vraiment".

Aujourd'hui que la Contra, en pleine décomposition après son échec militaire, a cessé d'être un problème pour le pays, les efforts peuvent se concentrer sur l'économie." Le développement économique doit être adapté à notre réalité, s'appuyer sur les forces fondamentales de notre société, dans le cadre de l'économie mixte, du pluralisme politique et du non-alignement. "Il est clair que l'effort de concertation avec les producteurs privés ne signifient en rien l'abandon du projet de révolution populaire. "Les Sandinistes ne sont pas en train de renoncer à leur idéologie, à leur pensée. La ligne adoptée est celle qui nous paraît la plus viable pour mener à terme notre projet révolutionnaire. Avec tous ceux qui désirent la paix, unissons nos efforts pour la construire ensemble."

L'UNITE NATIONALE, LE GRAND DEFI DE LA REVOLUTION SANDINISTE

par Roberto Garcia et Sergio Ferrari
(service spécial ANN, *El Nuevo Diario* du 25 janv. 89)

Managua, 27 janv. (ANN). On a souvent insisté sur l'obstacle qu'a représenté la guerre pour la Direction sandiniste, qui n'a pas eu le loisir de théoriser, d'analyser le passé et le présent et de se projeter dans l'avenir. Pourtant le sandinisme, "doctrine vivante de libération nationale", s'est trouvé enrichi de sa mise en pratique quotidienne par le Nicaragua en mouvement. C'est de cet enrichissement que s'est longuement entretenu avec l'ANN le commandant Victor Tirado.

ANN : L'année 89 s'annonce chargée: le gouvernement ratifie les élections pour 1990, cherche à rétablir des relations avec les USA, tend la main au secteur privé pour renforcer l'unité nationale. Cette consolidation nationale est-elle une étape indispensable, aujourd'hui, sur la voie de la libération nationale prônée par le FSLN ?

Tirado : C'est évident. L'unité nationale est une étape de transformations, toutes les forces économiques et tous les secteurs sociaux du pays doivent tendre au même objectif : le développement et la croissance économiques, auxquels tout le monde a intérêt. Tous les pays qui présentent une situation proche de la nôtre doivent susciter cette unité s'ils ne veulent pas faire fausse route. Les différents secteurs économiques en jeu sont obligés de prendre conscience de cette nécessité, qui a force de loi.

ANN : Mais cette unité implique aujourd'hui une récomposition du corps social. Or, certains secteurs de la bourgeoisie ont déserté le terrain. Cette récomposition est-elle encore possible ?

Tirado : Oui. Il est vrai que l'on a assisté à une véritable débandade du côté de certains dirigeants de la bourgeoisie. Ils ont cédé à la pression des Etats-Unis, porteuse de crise économique. Mais si nous retrouvons la paix, nous avons confiance dans leur retour. Ils reviendront car ils pourront produire ici dans la paix.

EL NUEVO DIARIO

UN PERIODISMO NUEVO PARA EL HOMBRE NUEVO

Director Ing. Xavier Chamorro C.
Sub Director Dr. Danilo Aguero S.

Managua, Nicaragua, Domingo 29 de Enero, 1989

ARO IX
No. 3054

C\$300.00

12 PAGINAS

Página 1 de 1



Comandante Victor Tirado López. "El sandinismo es una doctrina de liberación nacional".

El gran desafío de la RPS

Tirado habla de unidad nacional

"El sandinismo es una doctrina de liberación nacional".

"El objetivo de Nicaragua: la independencia económica".

"Nuestra preocupación: el nuevo orden económico internacional".

"La unidad nacional implica una etapa de transformaciones".

(Primera de dos partes)

Por Roberto García y Sergio Ferrari, Servicio Especial de la Agencia Nueva Nicaragua

Por Roberto García y Sergio Ferrari, Servicio Especial de la Agencia Nueva Nicaragua

ANN : Cette proposition de concertation implique un processus pluriclassiste, et le risque n'est-il pas que les classes populaires, les ouvriers et les paysans, pâtissent de cette lutte entre secteurs, qu'ils affrontent une trop longue et dure période?

Tirado : Je ne pense pas que la situation empire. Prenons comme exemple la réforme agraire. Pour se cencerter, il faut un terrain d'entente. Où s'arrête le rôle de l'Etat ? où s'arrête le rôle du privé ? où s'arrête le rôle des travailleurs ? On doit en établir les limites. Nous nous sentons responsables des travailleurs, de leur bien-être. La bataille qui va se mener sera longue. Pour le moment, le développement économique exige la convergence de tous les secteurs. Dans la crise et l'abondance, l'Etat va jouer un rôle direct. Quand cela cessera-t-il ? A mon avis après l'étape de développement économique. Peut-être, à ce moment, l'Etat ayant joué son rôle de défenseur des intérêts des travailleurs, ceux-ci pourront se défendre tout seuls. Mais je parle de l'avenir. Aujourd'hui, on peut gérer les contradictions parce que les travailleurs sont là, ils existent, ils en sont protagonistes. L'Etat a un rôle important à jouer, et cela, le secteur privé doit le savoir.

ANN : Au début de notre entretien vous avez affirmé que cette unité nationale que le FSLN défend et qui, aujourd'hui, a un rôle décisif dans le processus nicaraguayen, est un élément essentiel du sandinisme. Ceci signifie donc que dans l'étape qui se joue, vous êtes en accord avec la ligne historique du FSLN et de Carlos Fonseca ?

Tirado : Totalemment. Le sandinisme est une idéologie de la pensée révolutionnaire moderne en Amérique latine. Si je parle d'Amérique latine, c'est parce que l'essence du sandinisme est l'indépendance économique et politique, l'indépendance totale. Sur ce continent, depuis la seconde guerre mondiale, certains pays indépendants se sont développés, s'efforçant d'arracher l'indépendance économique.

Et cela a été très difficile parce que la sujétion aux Etats-Unis est profonde et ne nous laisse pas la possibilité de construire notre propre voie. Le sandinisme prône l'unité de toute l'Amérique latine pour parvenir à l'indépendance économique réelle. C'est le but du sandinisme. Toute sa stratégie est fondée sur l'unité latino-américaine, le développement économique du continent, le progrès de notre culture, de notre art, de notre pensée politique. D'autres doctrines visant à la libération nationale reflètent les mêmes idées. Tous ces courants participent à l'enrichissement de notre culture.

ANN : Pourrait-on dire que le sandinisme est l'expression d'un nationalisme révolutionnaire ?

Tirado : Le Nicaragua fait partie d'une région, l'Amérique centrale, et on ne peut se contenter d'un nationalisme nicaraguayen. La réalité nous oblige à être plus "centre-américanistes, latino-américanistes", que Nicara-

guayens. Nous ne repoussons pas, cependant, d'autres courants, aussi importants que le sandinisme, qui se retrouvent dans cette aspiration à une indépendance économique totale. Nous n'allons pas nous replier sur nous-mêmes. Au sein de l'Amérique centrale, le Nicaragua peut déterminer sa politique économique, en concertation avec les autres pays, par exemple pour développer un secteur agricole ou industriel.

L'indépendance économique est relative, dans la mesure où nous ne comptons pas la réaliser seuls : on ne peut pas mener un projet économique sans le concours de toute la région. Nos pays doivent définir les secteurs à développer en priorité, en dehors des questions politiques.

Rebâtissons sur les ruines du marché commun centre-américain, créons une industrie régionale. Cela est possible, et, avec le temps, nous serons indépendants économiquement. Car quand la base matérielle existe et qu'un certain niveau de développement est atteint, alors on peut choisir son cap. L'aide extérieure n'arrivera pas dans un seul pays. De plus en plus, dans le monde, on se regroupe en régions, consortiums, marchés communs. L'Amérique centrale forme une sub-région, et les faits nous obligent à nous regrouper.

Nous devons nous situer dans la perspective d'une région, et pourquoi pas d'un continent, capable de négocier avec les grandes puissances. Cela signifiera une nouvelle politique et la fin du sous-développement. Ce ne sera pas la guerre, le problème essentiel, ni les armées, mais l'économie, au centre de tous les débats.

ANN : Cela signifie, sur un autre plan, que le mouvement des non-alignés, en tant qu'expression politique du Tiers-Monde, jouera un rôle beaucoup plus important ?

Tirado : Il doit le jouer. L'avenir des pays non-alignés se joue autour de cette question : que faire pour se développer ? que faire pour les masses ? qu'a-t-on à offrir aux peuples ? il faut débattre de la question économique. Le mouvement des non-alignés est l'instrument le plus important du Tiers-Monde, il a défini une stratégie pour un nouvel ordre économique mondial. Cela représente pour le Tiers-Monde un cadre légal de lutte, reconnu et approuvé par les Nations Unies, mais que l'on a pas suffisamment utilisé jusque-là, faute de moyens.

LA CONCERTATION CONTINUE

par Sergio Ferrari et Ricardo Pino Robles

Managua, 6 fév (ANN). La concertation économique et sociale, lancée récemment par le gouvernement et qui vise à obtenir le soutien de la nation au plan destiné à freiner l'inflation et à remettre de l'ordre dans l'économie, a rencontré divers échos auprès des chefs d'entreprise et des producteurs.

Tandis que les dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), groupe très politisé qui s'oppose au gouvernement, ont estimé qu'il fallait procéder d'abord à une concertation politique et refusent pour l'instant de passer un accord avec le gouvernement, la base du groupement patronal se montre enclin à s'engager pour sauver l'économie nationale. C'est ainsi que les grands producteurs de viande, de sorgho, de coton, de riz et de café affiliés au COSEP manifestent leur volonté de participer au dialogue, alors que la direction réclame une concertation politique, car "tout ce qui est économique est politique" selon le vice-président de l'organisation Ramiro Gurdian.

Au cours d'un entretien avec l'ANN, ce dernier a expliqué que selon lui la solution de la crise ne peut être économique. "La concertation doit aller beaucoup plus loin". Il propose "un pacte entre l'Etat, les producteurs, les ouvriers, les partis politiques, la résistance nicaraguayenne, qui soit cautionné et béni par le Cardinal Obando en sa qualité de président de la Commission nationale de réconciliation".

Ce pacte n'a pas fait l'objet jusqu'à présent d'une proposition concrète prévoyant des mesures des délais et un calendrier, ce qui laisse à penser, selon les observateurs locaux, que les dirigeants du COSEP veulent imposer des conditions qui n'ont rien à voir avec l'économie. "Ces dernières années, on nous a tout pris, le moment est venu pour nous de recevoir" explique R. Gurdian qui, faisant allusion aux confiscations de terre au profit des paysans, n'a pas peur de l'exagération. Mais le dirigeant du groupement patronal n'a pas fermé la porte au dialogue. "Nous proposons aux chambres d'agriculture d'aller discuter avec les autorités pour leur exposer leurs points de vue" a-t-il affirmé.

Selon les observateurs, on assiste, plus qu'à une tactique de la direction, à une dynamique propre des producteurs moins politisés qui souhaitent réellement travailler pour le futur du pays, phénomène que les dirigeants n'ont pas pu contrôler.

De son côté, l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), qui constitue le groupement le plus important avec ses 125'000 adhérents, (petits et moyens producteurs et coopératives), soutient qu'ils ne veulent pas être "de simples témoins" dans une concertation en-

tre l'Etat et les grands producteurs. Le président de l'UNAG, Daniel Nuñez, prenant la parole lors de la XIème session du conseil national de cette organisation qui s'est tenue les 4 et 5 février, a déclaré que l'UNAG était prête à signer un accord avec le COSEP, le gouvernement et les ouvriers agricoles. Il a souligné que la direction du COSEP "est isolée" car sa base comprend la nécessité de s'unir à la nation pour sortir de la crise et créer les conditions du développement. Il a fait l'éloge du train de mesures adopté par le gouvernement pour combattre l'inflation et qui se traduit par une forte réduction de la demande et un important chômage urbain, signalant que désormais on va pouvoir résoudre le problème aigu du manque de main d'oeuvre dans l'agriculture.

Le gouvernement ayant décidé de ne plus procéder aux confiscations de terre, D. Nuñez a jugé que la réforme agraire peut continuer par la remise de terres inexploitées aux 15'000 familles qui n'en ont pas encore et font pression pour qu'on leur en distribue.

Le dirigeant paysan a fait remarquer que les producteurs de l'UNAG ont la responsabilité d'une très large part de la production agricole - plus de 60 % dans certaines cultures d'exportation ou de consommation interne -, "raison pour laquelle leur voix doit être entendue".

Le dernier aspect considéré comme très important pour la réussite du plan économique concerne la parité du dollar: son cours officiel et son cours parallèle doivent être unifiés. Le gouvernement augmente périodiquement le taux officiel tandis que le taux parallèle est à la baisse. On pense que ces deux cours seront identiques assez rapidement. Cependant les producteurs de l'UNAG estiment que pour stimuler la production, il faudrait que l'unification se fasse très vite, décision difficile à prendre pour le gouvernement à cause de son coût social et politique.

Les discussions continuent non seulement avec les producteurs mais aussi avec les salariés, les transporteurs et d'autres secteurs sociaux disposés à trouver un consensus pour livrer la bataille économique.

COMMISSION PERMANENTE DES DROITS DE L'HOMME : NI IMPARTIALE, NI INDEPENDANTE

par Maria Isabel Pasos

Managua, 31 janv. (ANN). Selon une étude réalisée par un organisme écossais, la Commission permanente des droits de l'homme (CPDH, note 1) a falsifié et déformé les informations sur de prétendus abus commis au Nicaragua et s'est détournée de ses buts premiers au profit d'objectifs politiques.

Un rapport minutieusement établi par "Aide médicale

écossaise pour le Nicaragua " (note 2) a démontré que l'absence de fondement légal du travail de la CPDH sur des cas individuels ainsi que de ses analyses théoriques révèle au grand jour la primauté de ses objectifs politiques, qui coïncident avec "la machinerie à produire de fausses informations de l'Administration étatsunienne".

Des 1985, l'organisation étatsunienne *Americas Watch* estimait que les accusations de violations aux droits de l'homme étaient devenues le principal angle d'attaque dans la campagne des Etats-Unis pour renverser le gouvernement nicaraguayen. En 1987, *Americas Watch* soulignait que la Maison Blanche poursuivait la même ligne: présenter le gouvernement du Nicaragua sous le jour le plus noir possible et, à l'inverse, parler de la Contra le plus favorablement.

L'étude de "Aide médicale écossaise pour le Nicaragua", élaborée par un avocat, Paul Laverty, se fonde sur l'analyse du contenu des bulletins de la CPDH publiés en 1987, sur la présentation de trois cas dont on avait beaucoup parlé et sur un discours de son président, Lino Hernandez.

Dans 88 % des cas présentés, ni les noms, ni les dates, ni les lieux ne sont précises, sans que soit expliquée l'absence de ces détails. De même, la CPDH ne présente pas les cas comme des plaintes reçues, mais comme s'il s'agissait de faits ayant été prouvés. La commission n'a pas non plus examiné les atteintes aux droits de l'homme liées aux tactiques utilisées par la Contra. Pendant l'année considérée, les abus de la Contra ne représentent que 0,56 % des situations qu'elle dénonce, bien que cette année-là *Americas Watch* ait démontré que les assassinats, les enlèvements, les abus et mauvais traitements aux prisonniers étaient devenus "une caractéristique constante des opérations militaires de la contre-révolution".

"Un lecteur occasionnel des bulletins de la CPDH n'aurait pu avoir aucun indice des violations des droits de l'homme faisant partie des tactiques de la Contra (...) La CPDH aurait eu plus de crédit si elle avait au moins noté les violations des lois de la guerre" signale P. Laverty.

L'avocat écossais prouve également qu'à deux reprises *Americas Watch* a demandé au président de la CPDH d'enquêter sur une exécution massive de militaires nicaraguayens, qui a eu lieu en 1985 et dont la presse internationale s'était fait écho, mais L. Hernandez s'y est refusé, arguant qu'il ferait des recherches "si les familles le demandaient".

L'étude montre que 52 % des cas évoqués entrent dans la catégorie des "prisonniers arrêtés par la sécurité de l'Etat". Parmi ceux-ci, 98 % n'offrent aucun élément permettant de suspecter une détention illégale. Quant aux cas importants, mort, disparition, torture et emprisonnement pour motifs politiques, les conclusions de la CPDH diffèrent de celles de *Americas Watch* et *Amnesty International*, qui, dans certains de leurs rapports, ont admis

des violations sporadiques des lois de la guerre, mais jamais comme une pratique systématique.

L'examen des trois cas soulevés par la CPDH, qui ont été largement repris et utilisés pas le département d'Etat, montre qu'il y a eu de graves déficiences dans la méthodologie, surtout en ce qui concerne la recherche des preuves. *Americas Watch* a démontré que la Maison Blanche a tiré profit des définitions vagues de la CPDH et, se basant sur ses chiffres et sa comptabilité tendencieuse, avait notablement exagéré la situation en ce qui concerne les disparitions.

P. Laverty fait également remarquer que la Commission permanente des droits de l'homme n'a jamais protesté contre l'utilisation de ses chiffres ni essayé de faire corriger les conclusions abusives et les distorsions pratiquées par le département d'Etat à partir du matériel qu'elle avait publié. Au contraire, elle répond aux conclusions fondées des organismes internationaux des droits de l'homme en lançant contre eux des accusations graves: selon elle, ils "minimisent" les disparitions. Mais elle ne fournit pas davantage de preuves.

Par ailleurs, l'enquête de l'avocat écossais fait la preuve que le personnel de la CPDH provient d'un milieu politique homogène, celui des partis politiques alliés au COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée) au sein de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN).

Un autre aspect attire l'attention de l'organisation écossaise quant à l'impartialité de la CPDH. Cette dernière, qui reconnaît qu'elle touche des fonds provenant du Nicaragua ou de l'étranger, a reçu de l'argent de PRODEMCA, une organisation qui soutient ouvertement la Contra (note 3). Dans un article publié en 1986, le *Washington Post* a affirmé que PRODEMCA a versé 50'000 dollars pour la traduction et la diffusion hors du Nicaragua des rapports mensuels de la CPDH. Le quotidien rappelle que, pendant le débat au Congrès sur le financement de la Contra, PRODEMCA a publié des articles favorables à l'aide militaire dans plusieurs journaux étatsuniens influents.

De même, les sous-secrétaires d'Etat aux affaires inter-américaines, Elliott Abrams, a témoigné le 14 juillet 1988 devant un comité du Sénat qu'il avait donné deux millions de dollars à la CPDH, à *Radio Catolica*, à l'organisation des mères de gardes somozistes et de mercenaires emprisonnés ainsi qu'au quotidien de droite *La Prensa*.

L'organisation écossaise, en conclusion de son enquête, estime que la CPDH, parce que son projet est avant tout politique, va continuer à falsifier et à manipuler l'information qu'elle reçoit et qu'il est impossible de penser qu'elle est indépendante ou impartiale.

Cas évoqués par la CPDH dans ses 11 bulletins de 1987 :

Les cas : total avec détails % sans détails

	1'236	144	88 %
torture et et mauvais traitements	68	11	84 %
disparitions	35	15	57 %
morts	27	18	33 %
arrestations par la sécuri- té de l'Etat	644	8	99 %
service mi- litaire (*)	74	9	88 %
autres	388	83	79 %

abus commis par la Contra: 0,56 % des cas pré-
sentés par la CPDH.

(*) Les quelques cas détaillés concernent des déserteurs du service militaire et celui d'un homme envoyé d'une zone calme, Managua, à une zone de combat "à cause de ses opinions politiques".

Note 1 : la Commission permanente des droits de l'homme a été fondée en 1977. Elle représentait alors un large spectre politique qui allait des secteurs capitalistes s'opposant à Somoza jusqu'à des personnalités proches du FSLN. Elle a joué un rôle important dans la dénonciation des crimes commis par la dictature. Après le triomphe de la révolution, elle adopte une ligne antisandiniste et ses membres progressistes la quittent. En 1982, son président, José Esteban Gonzalez, leader du Parti social chrétien, a été accusé et condamné par contumace pour avoir collaboré à un plan de la CIA visant à faire sauter la raffinerie et la fabrique de ciment de Managua. Après sa fuite en Belgique, J.E. Gonzalez est remplacé par Patricia Baltodano, qui par la suite a quitté le pays et travaille actuellement comme directrice de l'organisation des droits de l'homme de la Contra, l'Association nicaraguayenne pour les droits de l'homme (ANPDH).

Note 2: "Aide médicale écossaise pour le Nicaragua" est une organisation qui envoie depuis cinq ans des médecins, des infirmières et du matériel médical dans différentes régions du Nicaragua.

Note 3: PRODEMCA est une organisation qui regroupe les "Amis du centre démocratique en Amérique centrale". Elle se définit comme un "groupe éducatif". Son président, Penn Kemble, est également membre d'autres groupes conservateurs et anticommunistes.

DANIEL ORTEGA A CARACAS: NOUVELLES PROPOSITIONS DE DETENTE

par Jorge Sampson

Managua, 6 fév. (ANN). D. Ortega a présenté à José Azcona, président du Honduras, une série de nouvelles propositions visant à en finir avec le problème de la Contra sur le territoire hondurien. Il a poursuivi en cela l'action diplomatique et politique menée depuis quelques mois par le gouvernement nicaraguayen et qui laisse la Contra sans arguments et sans interlocuteurs. Le texte de propositions, présenté en privé et dont nous n'avons pour le moment qu'une ébauche, a été remis à l'occasion de l'investiture du nouveau président du Venezuela, Carlos Andres Pérez, le 2 février, cérémonie qui a donné lieu à un important sommet international, au cours duquel de nombreux problèmes furent abordés.

Pour ce qu'on en connaît, la proposition faite par D. Ortega comprend une amnistie générale pour la Contra, un approfondissement du processus de concertation politique et économique avec le secteur privé et une confirmation des élections présidentielles pour l'an prochain, tout cela contribuant à créer un climat de détente propice à l'évacuation de la Contra du territoire hondurien.

Le Honduras s'engagerait, pour sa part, à faciliter le retrait des contras dans des pays tiers et à recueillir leurs armes. Pour ceux qui voudraient revenir au Nicaragua sans avoir recours à l'amnistie (certains en font une question de principe), les autorités honduriennes se chargeraient d'organiser la bonne marche de cette opération. Le président Ortega a signalé que son gouvernement autorise le retour de tous ceux qui le veulent, qu'ils aient ou non recours à l'amnistie. Un des éléments nouveaux de la proposition du Nicaragua est la demande faite à des délégations étrangères, latino-américaines et européennes, de contrôler le désarmement et l'évacuation des contras, de manière à ce que le problème cesse d'être une affaire bilatérale.

Tous les pays concernés, et particulièrement le Honduras, ont accueilli favorablement ces propositions. Le président Azcona estime en effet que la présence de la Contra sur le territoire hondurien représente un danger pour la sécurité nationale, en plus d'être générateur de problèmes économiques et sociaux et d'aggraver l'appauvrissement du pays. La preuve de sa préoccupation était la présence, durant l'entretien avec D. Ortega, du ministre

de la défense, fait significatif quand on connaît le pouvoir des militaires dans ce pays. Les deux représentants centraméricains présents, V. Cerezo, président du Guatemala, et O. Arias, président du Costa Rica, ont qualifié la proposition de "positive et intéressante", O. Arias ajoutant qu'il la trouvait "insuffisante mais précieuse" dans le cadre des accords d'Esquipulas II.

Bien accueillie également par les autres pays d'Amérique latine, cette proposition sera un des atouts du Nicaragua lors du prochain sommet centraméricain de 13 et 14 février prochains à San Salvador. Les présidents discuteront des mécanismes de contrôle en matière de sécurité et de démocratisation pour la région, et tous les engagements pris à Esquipulas et non tenus seront relevés, avec l'obligation pour les pays concernés de les mettre à exécution.

La position de la nouvelle Administration des Etats-Unis, consistant à chercher une issue politique au conflit, a laissé la direction de la Contra, inapte à décider quoi que ce soit, dans l'expectative quant à son avenir, reprenant les termes du discours de fin d'année de D. Ortega, "on ne demande pas leur avis aux cadavres..."

Le gouvernement et le peuple nicaraguayen doivent en finir avec cette question de la guerre, pour se consacrer aux problèmes économiques. Aujourd'hui, ce qui préoccupe les gens, ce sont les restrictions budgétaires, la restructuration de la fonction publique qui laisse sans emploi 30'000 fonctionnaires et la lutte contre l'inflation, et personne ne veut plus penser à ceux qui n'ont pas cru en la révolution et qui ont perdu leur guerre.

PANAMA : LES FORCES ARMEES, UN MOTEUR POLITIQUE

par Jorge Sampson

Managua, 27 janv. (ANN) Bien que l'histoire des 40 dernières années en Amérique latine montre à travers plusieurs exemples que les forces armées peuvent, à moment donné, servir de moteur et de courroie de transmission aux revendications du peuple, une grande partie des observateurs politiques d'Amérique centrale ne veulent pas voir ce qui se produit au Panama, obnubilés qu'ils sont par la personnalité de Noriega, le chef des forces armées, à qui on fait jouer le rôle du méchant.

Mais ce n'est pas lui le fond du problème: les Etats-Unis usent et abusent de la principale richesse de Panama, à savoir sa position géographique, au préjudice de son unité culturelle, politique, économique et sociale, et là réside la contradiction qui mine le pays.

Les Panaméens ont été atteints dans leur dignité nationale, ils ont supporté l'agression militaire et culturelle

qu'a représenté la présence de milliers d'Etatsuniens dans leurs rues, cantonnés dans la zone du canal et vivant là en quasi autarchie, avec le sentiment de faire une faveur aux Panaméens par leur présence.

Ce n'est pas un hasard si dans cette zone, on ne pouvait pas faire de fête après une certaine heure, s'il n'y avait pas de lieux de détente ni de vente de boissons. Le message des Etatsuniens était clair : le Panama était leur bordel, et ils ne sortaient de leur ghetto que pour les choses qu'ils n'avaient pas le droit d'y faire.

C'est cette accumulation de rancoeurs qui a motivé principalement l'irruption des forces armées sur la scène politique en 1968, mais leur volonté de servir de catalyseur social ne s'est manifesté clairement qu'un an et demi plus tard.

Omar Torrijos a symbolisé, de par sa personnalité et son projet politique et social, les aspirations de plusieurs générations de Panaméens, montrant une attitude ferme face aux "locataires d'à côté", comme il les nommait parfois, courageux dans ses revendications, arrogant quand il fallait l'être, avisé en politique comme il l'a démontré sans cesse.

Les forces de défense du pays, avec Noriega à leur tête, se sentent héritières de Torrijos, bien qu'une grande partie du contenu social de ce qu'il appelait "processus révolutionnaire" ait été dépassé par la situation, ou, dans le pire des cas, dévoyé ou oublié. Mais les forces armées demeurent garantes de l'application des traités Torrijos-Carter de 1977, sur laquelle comptent les Panaméens pour résoudre leur problème essentiel.

Dans ce contexte, les forces armées apparaissent comme un élément moteur de la société. Face à un mouvement populaire qui se ressent encore de certaines orientations politiques de Torrijos, pleines de bonnes intentions mais aux maigres résultats, les forces armées représentent une instance de décisions et de projet pour un développement national.

Tout cela signifie que la crise panaméenne n'est pas une question d'homme, mais de contenu politique. Ceux qui imaginent que le départ de Noriega changerait la situation méconnaissent la réalité, parce que les militaires ont les yeux fixés sur l'horizon 2000. Et ceci n'est pas pure rhétorique, car tout semble indiquer que la conscience d'être un facteur de changement a atteint fortement les jeunes cadres de l'armée, qui aujourd'hui dirigent la troupe, et à la fin du siècle seront à la tête des forces armées.

Depuis la fin des années 70, on parle beaucoup de "militaires d'un type nouveau", plus conscients de leur rôle social, défenseurs des intérêts du peuple. Cette image a été ternie par les nombreux affrontements de rue avec l'opposition, qui jouit d'une réelle force dans le pays. Cependant cette conception nouvelle du rôle de l'armée

subsiste. Actuellement, l'objectif de transformation de la société et des rapports de production se trouve mis en veilleuse, par rapport à l'époque de Torrijos. La crise économique, précipitée par les basses manoeuvres de l'Administration Reagan, était tôt ou tard inévitable. Les forces armées se rendent compte de tout cela mais, pour l'instant, la priorité est de "résister, nous nous occupons du reste dans des temps meilleurs". C'est dommageable pour le pays, mais il n'y a rien d'autre à faire face à l'actuelle agression des Etats-Unis.

Certains gouvernements centraméricains, dans leur schématisation, n'admettent pas que les forces armées puissent représenter le pouvoir réel et une garantie d'indépendance nationale. Pourtant la personnalité de Noriega est une question secondaire, seul importe ce qu'il représente et défend : le Panama retrouvant son unité nationale, retrouvant une partie de lui-même égarée jusqu'à l'arrivée de Torrijos. C'est dans ce contexte que les forces armées doivent jouer leur rôle, en opposant un projet populaire au programme rétrograde de la droite, qui, bien que moins agressive, est toujours active.

Les élections de mai prochain seront, pour les forces armées, un test de leur audience dans le pays. Torrijos aimait à dire qu'il avait de la popularité mais pas de pouvoir, car la popularité se gagne mais le pouvoir s'impose. Les forces armées doivent confronter leur programme à la réalité, pour mesurer si elles ont gagné en popularité ou si leur pouvoir repose uniquement sur les armes.

EN BREF :

LA PROPOSITION DE PAIX DU FMLN AIGUISE LES CONTRADICTIONS

Managua, 7 fév. (ANN). La proposition de la guérilla salvadorienne de participer aux élections présidentielles à condition que celles-ci soient repoussées de mars à septembre et se déroulent librement et démocratiquement a suscité maintes contradictions dans les rangs de la droite toujours soumise aux positions adoptées par Washington.

Aussitôt connu le texte de la proposition (voir bulletin précédent), le président Duarte l'a repoussée, la qualifiant de "proposition de guerre et non de paix", de même que le parti d'extrême droite ARENA, qui considère comme anti-constitutionnel le report des élections.

L'initiative du FMLN a reçu l'appui de la Convergence démocratique dont le candidat à l'élection présidentielle est Humberto Ungo, dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (FDR). C'est la Convergence démocratique que le FMLN soutiendrait lors de la confrontation électorale si sa proposition était acceptée.

De leur côté, certains secteurs dissidents de la Démocratie chrétienne, le parti de Duarte, ont estimé que le texte du FMLN a "des aspects intéressants", mais ne l'appuient pas vraiment, préférant attendre la suite des événements.

Un virage a été amorcé quand les Etats-Unis ont fait savoir le 27 janvier par voie de presse qu'ils trouvaient la proposition "digne d'intérêt", prenant ainsi une position en contradiction avec leurs alliés salvadoriens. Trois jours plus tard, le président Duarte a déclaré qu'il fallait reconsidérer la proposition dans le cadre d'une série de réunions avec les autres partis, et cela bien qu'ARENA ait refusé une telle possibilité. Le même jour, une coalition de petits partis conservateurs a lancé une contre-proposition calquée en grande partie sur celle de la guérilla mais ne prévoyant pas le report des élections à septembre.

Le FMLN, en signe de bonne volonté face à la réaction positive de la Maison Blanche, a annoncé le premier février la suspension de ses attaques contre les objectifs et le personnel militaires étatsuniens, sans pour autant étendre cette trêve aux conseillers militaires qui accompagnent sur le terrain les unités combattantes de l'armée salvadorienne. Le même jour, ARENA a fait savoir qu'elle était disposée à discuter avec les autres partis de l'initiative de la guérilla, proposant même une amnistie de 72 heures pour les cinq commandants guérilleros du FMLN, de façon à ce qu'ils puissent venir exposer leur proposition devant l'Assemblée nationale.

Certains représentants du pouvoir judiciaire ont fait savoir à ce propos qu'une telle amnistie n'était pas nécessaire puisque "aucune charge ne pèse contre les dirigeants de la guérilla.

Le 3 février, le vice-président des Etats-Unis, Dan Quayle, a fait une visite à San Salvador où il a rencontré le gouvernement, les Forces armées, l'Eglise et des groupements de droite et du centre, qui ont manifesté leur intérêt à discuter de la proposition après avoir écouté les positions du vice-président.

Jusqu'à présent, le processus de consultation entre les partis, qui doit se terminer le 8 février, n'a pas donné de résultat concret, mais le FMLN poursuit ses opérations militaires, faisant ainsi ressortir que son initiative n'est pas la conséquence d'une position de faiblesse. Le 6 février, le commandement général de la guérilla a émis un communiqué dans lequel il exprime sa préoccupation pour ce qu'il appelle "les incohérences et l'absence de volonté de parvenir à un consensus" de la part des partis politiques et se montre disposé, si les élections sont repoussées, à respecter une trêve de 30 jours avant le scrutin et 30 jours après (au lieu des 48 h avant et 48 h après prévues par le texte initial de la proposition). Il y critique également le silence de l'armée, "composante fondamentale du pouvoir" au Salvador.

Le lendemain, le général Vides Casanova, ministre de la défense, a rompu ce silence pour rejeter toute possibilité de report des élections. Selon lui la proposition de paix du FMLN est "peu sérieuse et vise à diviser l'armée".

Bien que cette position va entraîner de sérieuses discussions avec les Etats-Unis, l'armée salvadorienne semble prête à jouer le tout pour le tout et ouvre ainsi le chemin à une escalade de la violence par une position irrationnelle dont le peuple salvadorien paiera les conséquences.

LES EVEQUES METHODISTES A MANAGUA : UNE DECLARATION DE PAIX ET DE SOLIDARITE

Managua, 31 janvier (ANN) La rencontre des évêques méthodistes venus de tout le continent s'est achevée à Managua le 27 janvier: les problèmes qu'affronte l'Amérique latine et particulièrement l'Amérique centrale en était le thème.

La moitié des participants appartenait à l'Eglise méthodiste des Etats-Unis, les autres venant d'Amérique latine et des Caraïbes. "C'est la première fois qu'une telle rencontre à lieu dans un pays comme le Nicaragua", selon Aldo Etchegoyen, chef de l'Eglise méthodiste argentine et un des fondateurs dans son pays de l'Assemblée permanente pour les droits de l'homme.

Les résultats en sont très positifs, notre rencontre a eu un effet didactique, ce contact avec une région conflictive nous a fait toucher du doigt la situation nicaraguayenne et nous sommes aujourd'hui mieux à même d'exprimer notre solidarité chrétienne pour la paix".

La déclaration finale, signée par tous les évêques participants à la rencontre, confirmait cette solidarité: "Notre expérience de la réalité que vit le peuple nicaraguayen, à la lumière de la parole de Dieu, nous a donné la conviction que paix et justice sont possibles aujourd'hui... Nous sommes ici pour exprimer notre joie de voir ce peuple cheminer vers l'autodétermination et la justice".

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

